

Conférence : « RESISTER A LA MANIPULATION PAR LES DISCOURS».

Première partie présentée par Josette GRIL

Selon Christian Delporte auteur d'une « histoire de la séduction politique » *ed Flammarion* : « La Fabrique de l'opinion c'est une histoire de l'humanité. Ex : Le dictionnaire de l'académie Française qui, en 1694 écrit : « la séduction c'est tromper, abuser, corrompre ».

Autrement dit : « Il s'agit de tromper la personne où l'électeur, mais pour convaincre il faut d'abord séduire, les médias sont aujourd'hui le relai de prédilection de l'opinion »

« Séducé en Latin veut dire conduire ailleurs, avec l'idée de manipulation, mais plus que manipulation il y a l'idée de sortir la personne de son imaginaire pour la faire rentrer dans son imaginaire à soi c'est-à-dire : l'homme politique, et celui qui y réussit est celui qui aura réussi à faire rentrer le plus grand nombre dans son imaginaire. Celui qui gagne est celui qui crée de l'émotion avant tout.

Selon les anciens : Tacite, Quintus Cicéron... Il faut à un moment donné prendre le contrôle de l'opinion. Quand on fait une campagne il faut parler aux gens et on ne parle pas à chacun de la même façon. Il faut d'abord séduire pour convaincre. César était un grand séducteur, il vivait au milieu du peuple dans le quartier le plus populaire, il disait déjà : « voyez ! Je suis comme vous, mais un peu mieux que vous, donc vous pouvez vous identifier à moi, compter sur moi. »

Pendant la Révolution, le mandat des représentants, a été institué, il fallait aller un peu plus dans le sens du peuple, jusqu'à la démagogie parfois.

Mais voyons qu'en est-il des théories contemporaines de la manipulation ??

Je parlerai d'abord de E. Bernays, il est né à Vienne en novembre 1891, il est mort plus que centenaire en 1995. Son nom reste inconnu du grand public, pourtant il a exercé sur les démocraties libérales une influence considérable. Il est reconnu comme le principal créateur de l'industrie des relations publiques, c'est à dire la manipulation de l'opinion par les médias.

E. Bernays est le double neveu de Freud, il utilisera souvent cette prestigieuse filiation pour promouvoir ses services.

E. Bernays va se distinguer de ses confrères par trois aspects. Le premier est l'énorme succès qu'il remporte dans les diverses campagnes qu'il mène pour ses nombreux clients. Le deuxième tient au souci qu'il a d'appuyer sa pratique à la fois sur les sciences sociales : psychologie, sociologie, psychanalyse... et sur diverses techniques telles que : sondages, interrogations d'experts... Le troisième est son ambition de fournir un fondement philosophique et politique aux relations publiques et des balises éthiques à leur pratique.

Après la publication de **Propaganda**, en 1928, Bernays réalisera un grand nombre de campagnes, mais le plus retentissant sera d'avoir amené les femmes américaines à fumer.

En 1929, George Washington Hill, président de l'Américan Tobacco, décide de s'attaquer au tabou qui interdit à une femme de fumer en public, ce qui faisait perdre la moitié des profits à la compagnie. Hill embauche Bernays qui consulte aussitôt le psychanalyste Abraham Arden Brill, l'un des premiers installé aux USA ; Brill explique que la cigarette est un symbole phallique représentant le pouvoir sexuel du mâle : s'il était possible de lier la cigarette à une forme de contestation de ce pouvoir, alors les femmes, en possession de leur propre pénis, fumeraient argumente Brill.

Lors d'une grande manifestation à NY en 1929, un groupe de jeunes femmes sortent les cigarettes qu'elles avaient cachées en proclamant qu'elle allument ainsi des « flambeaux de la liberté ». La firme a pu alors doubler ses profits.

E. Bernays aura pour maître Walter Lippmann qui écrit en 1922 : « la fabrication des consentements, fera l'objet de substantiels raffinements », en écho E. Bernays rajoute : « L'étude systématique de la psychologie des foules a mis au jour le potentiel qu'offre au gouvernement invisible de la société, la manipulation des mobiles qui guident l'action humaine dans un groupe »... « Si l'on parvenait à comprendre le mécanisme et les ressorts de la mentalité collective, ne pourrait-on pas contrôler les masses et les mobiliser à volonté sans qu'elles s'en rendent compte ? »

Autrement dit, la masse est incapable de juger correctement des affaires publiques et les individus qui la composent sont inaptes à exercer le rôle de citoyen en puissance qu'une démocratie exige, bref, que le public, au fond constitue pour le gouvernement de la société un obstacle à contourner.

Cette thèse, à des degrés divers, est celle W.Lippmann, de Graham Wallas, ou de Gustave Le Bon, dont Bernays ne cessera de se réclamer.

Se profile alors un projet politique que Bernays va assumer et s'efforcer de réaliser. Il s'agit, selon les termes de Lippmann, de faire en sorte que la masse se contente de choisir, parmi les membres des « classes spécialisées », les « hommes responsables » auxquels il reviendra de protéger la richesse de la nation. Pour que la masse se contente de jouer ce rôle, il sera nécessaire de « fabriquer des consentements par la manipulation de l'opinion. « Le public doit être mis à sa place écrit Lippmann, afin que les hommes responsables puissent vivre sans craindre d'être piétinés par le troupeau de bêtes sauvages ». Bernays aspire à être celui qui réalisera en pratique le projet théorique formulé par Lippmann et les autres. Dans Propaganda il écrit : « La manipulation consciente intelligente, des opinions et des habitudes organisées des masses joue un rôle important dans une société démocratique. Ceux qui

manipulent ce mécanisme social forment un gouvernement invisible qui dirige véritablement le pays ».

E. Bernays après avoir développé ses théories de la communication dans le monde de l'entreprise va offrir ses services au monde politique

La propagande et l'autorité politique :

Bernays s'étonne que les hommes politiques n'utilisent pas plus le support des théories de la communication : « La politique fut la première grande entreprise américaine. Aussi est-il piquant de constater qu'alors que l'entreprise privée a assimilé les enseignements de la politique, la politique elle-même n'a pas appris grand-chose des méthodes commerciales de diffusion de masse des idées »...Il est incompréhensible que les hommes politiques ignorent les procédés commerciaux mis au point par l'industrie »...« L'apathie tant décriée de l'électeur moyen tient, à ce que l'homme politique ne sait pas s'adresser à l'opinion telle qu'elle existe. Quand il présente sa personne, son programme, il reste largement incompris du grand public. Il prive sa campagne de tout ressort dramatique... Un automate ne peut éveiller l'intérêt du public. Un leader, un lutteur, un dictateur, oui. ...Tout aspirant à un poste officiel doit complaire aux masses pour obtenir leurs suffrages, un chef-né n'a d'autre moyen de s'imposer que d'utiliser habilement la propagande. Employée à cette fin et soigneusement ajustée à la mentalité des masses, la propagande devient un auxiliaire indispensable de la vie politique... »

En conclusion :

A défaut de reconnaître que ce qu'il préconisait était incompatible avec l'idée de démocratie correctement comprise, Bernays aurait au moins dû reconnaître que l'outil qu'il proposait pouvait être utilisé à des fins inacceptables. La première est évoquée dans ses mémoires, lorsqu'il raconte sa stupéfaction d'apprendre en 1933 par un journaliste américain basé en Allemagne, Karl Von Weigand, que Joseph Goebbels, (chargé de la propagande Nazi), lui aurait montré dans sa bibliothèque les ouvrages consacrés à la propagande, parmi lesquels il découvrit le livre de E. Bernays : « Goebbels, me dit Weigand, se servait de mon livre...pour élaborer sa destructive campagne contre les juifs. J'en fus scandalisé" dit-il.

Je ferai maintenant référence au livre de Eric Hazan :

« La LQ R, la Propagande au Quotidien »

Dans lequel il fait un parallèle entre la LTI, la langue du III^e Reich de V. Klemperer et la LQR, la langue de la V^e République.

De 1933 à 1945, V. Klemperer, professeur juif chassé de l'université de Dresde, tient un journal où il décrit la naissance et le développement d'une langue nouvelle, celle de l'Allemagne national socialiste. Sauvé de l'extermination par son mariage avec une « aryenne ». Il publie son texte en 1947 sous le titre LTI (Lingua Tertii Imperii, la langue du III^e Reich.)

« L'effet le plus puissant de la propagande nazie, note-t-il, ne fut pas produit par des discours, ni des articles, ni des tracts...Il ne fut obtenu par rien de ce qu'on était forcé d'enregistrer par la pensée ou la perception. Le nazisme s'insinua dans la chair et le sang du grand nombre à travers des expressions isolées, des tournures, des formes syntaxiques qui s'imposaient à des millions d'exemplaires et qui furent adoptées de façon mécanique et inconsciente ». Pour Klemperer, le III^e Reich n'a forgé que très peu de mots, mais il a changé la valeur des mots et leur fréquence...Assujetti la langue à son terrible système, gagné avec la langue son moyen de propagande le plus puissant, le plus public et le plus secret ».

Autre temps, autre langue, mais elle aussi adoptée « de façon mécanique et inconsciente » : celle de la V^e république, que E. Hazan, appelle Lingua Quintae Republicae (LQR) en hommage à Klemperer. Elle est apparue au cours des années 1960, lors de la brutale modernisation du capitalisme français traditionnel que fut le gaullo-pompidolisme avec ses expressions isolées, ses tournures, ses formes syntaxiques, sans cesse reprises par la chaîne unique de télévision les radios et les journaux, modifièrent en profondeur une langue publique d'un archaïsme frappant, mais c'est seulement une trentaine d'années plus tard que la LQR a atteint son plein développement, devenant au cours des années 1990 la langue du néolibéralisme (dernier stade du capitalisme). Néolibéralisme, il est habituel de désigner sous ce nom la version actuelle du capitalisme, caractérisée par la déréglementation des marchés financiers et la liberté de mouvement des capitaux.

Le terme de propagande évoque évidemment le souvenir du Dr Goebbels qui en avait la charge sous le III^e Reich. Toutefois, La langue du 3^e Reich disait de la façon la plus « vulgaire » le racisme le plus sauvage ; la LQR cherche à donner un vernis de respectabilité au racisme ordinaire. La LTI visait à fanatiser, la LQR s'emploie à assurer l'apathie. C'est une arme postmoderne, bien adaptée aux conditions « démocratiques » où il s'agit d'escamoter le conflit, de le rendre invisible. La LQR réussit à se répandre sans que personne ou presque ne semble en remarquer les progrès.

La LQR n'est pas née d'une décision en haut lieu, pas plus qu'elle n'est l'aboutissement d'un complot. Elle est à la fois l'émanation du néolibéralisme et son instrument. La LQR est un écran sémantique permettant de faire tourner le moteur sans jamais dévoiler les rouages, « le moyen de propagande le plus puissant, le plus public et le plus secret » disait V. Klemperer pour la LTI.

Fonction de l'euphémisme dans la LQR :

Le cynisme public est le domaine réservé de quelques représentants de l'élite, nouveaux seigneurs qui estiment n'avoir aucun compte à rendre :

Patrick Le Lay, par exemple, a poussé le cynisme jusqu'à une gaffe délibérée : « Pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible : c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-cola, c'est du temps de cerveau humain disponible ».

La LQR vise au consensus et non au scandale, à l'anesthésie et non au choc du cynisme provocateur, c'est pourquoi l'un de ses principaux atouts est l'euphémisme. C'est ainsi que le grand mouvement d'euphémisme a fait disparaître au cours des trente dernières années les surveillants généraux des lycées, les grèves, les infirmes, les chômeurs...remplacés par des conseillers principaux d'éducation, des mouvements sociaux, des handicapés, des demandeurs d'emploi... Il n'y a plus de pauvres, mais des gens modestes, des familles modestes...

Dans le même registre, la « gouvernance » a fait son entrée dans la LQR, se substituant à gouvernement (trop étatique) ; à direction (trop disciplinaire) à management (trop technocratique)...

L'autre fonction de l'euphémisme consiste à prendre un mot banal, à en évacuer progressivement le sens et à s'en servir pour dissimuler un vide qui pourrait être inquiétant. Soit par exemple, le mot réforme, en LQR, le mot a deux usages : le premier est de rendre acceptable le démantèlement d'institutions publiques et l'accélération de la *modernisation* libérale : « Seule la mise en place immédiate et accélérée d'un programme de réformes peut rétablir notre situation économique » dit A. Seillière dans le Monde du 1 juin 2005 au lendemain du référendum sur la Constitution Européenne. Et dans le même journal, E. Balladur, ancien premier ministre, livre une belle dénégation : « Qui dit réforme ne dit pas nécessairement injustice, bien au contraire ».

Mais la critique de la LQR ne doit pas se limiter à la critique des médias. Les supports de la LQR sont innombrables et s'il y a cohérence c'est qu'il y a communauté de formation et d'intérêts chez ceux qui ajustent les facettes de cette langue et assurent sa dissémination. Les membres des cabinets ministériels, les directeurs de l'industrie, les chefs de rubriques

des journaux ou les responsables de l'information télévisuelle sortent des mêmes grandes écoles où on leur a appris les mêmes techniques avec les mêmes mots, après leur avoir expliqué qu'ils vont former l'élite de la nation – certitude inculquée aux élèves dès les classes préparatoires.

Je ferai maintenant référence à :

G. Orwell qui dans son livre 1984 invente un nouveau concept

«LA NOVLANGUE »

G. ORWEL : (1903-1950), écrivain, journaliste et militant politique anglais, connu comme l'auteur de « 1984 ». Dans ce roman paru en 1948, Orwell imagine un univers politique totalitaire qui, sous bien des rapports préfigure le nôtre. En particulier, dans cette puissance mondiale qu'est Océania, empire de guerre constante contre ses deux rivaux Eurasia et Eastasia, le parti unique qui est au pouvoir cherche à imposer une langue nouvelle, **nova lingua** ou **novlangue**, destinée à rendre impossible tout doute, toute réflexion autonome, à fortiori toute critique et toute contestation de la part des citoyens, en les privant des conditions même d'y avoir accès non seulement sur le plan intellectuel mais sur le plan linguistique et psychologique.

Deux des principaux modes opératoires de la novlangue orwellienne se retrouvent notamment au sein du discours néolibéral. Il s'agit, d'une part de l'inversion de sens, d'autre part, de l'oblitération de sens.

Le procédé le plus emblématique de toute novlangue consiste dans l'inversion du sens ordinaire des termes utilisés : la substitution à leur sens propre du sens de leur contraire. Orwell en a imaginé quelques exemples demeurés célèbres : « La guerre c'est la paix », « La liberté, c'est l'esclavage », « L'ignorance, c'est la force ». Orwell fondait sur ce procédé le principe de « double pensée » qui est selon lui, l'un des opérateurs fondamentaux de la novlangue en même temps que l'un de ses principaux bénéfices idéologiques en ce qu'il dispense de toute pensée spéculative, voire la rend impossible, bloquant ainsi toute pensée critique

Or l'usage que le discours néolibéral fait de ses principaux mots-clés procède à une telle inversion. . Ex : (la croissance négative...).

Nous citerons par exemple le mot REFORME : Pendant des décennies (de la fin du XIX° S) jusqu'à la présente crise du capitalisme, le mot réforme a désigné les transformations des rapports capitalistes de production, de propriété ou de classes destinés à améliorer la condition des travailleurs salariés. Aujourd'hui, au contraire, lorsque idéologues et politiciens néolibéraux parlent des nécessaires « réformes à entreprendre, ils entendent remettre en cause non seulement les acquis des travailleurs, fruits de leurs luttes, mais

encore le principe même selon lequel le sort des travailleurs pourrait s'améliorer à la faveur de la transformation des rapports capitalistes de production. C'est ainsi que la « réforme des retraites » conduite en France depuis 2003 va très certainement générer une dégradation du pouvoir d'achat des retraités en faisant réapparaître le spectre de la vieillesse indigente.

Autrement dit : Dans le discours néolibéral : « la réforme, devient la contre-réforme ».

Autres exemples : « l'Égalité c'est l'inégalité », « le marché, c'est le monopole », « La propriété c'est l'expropriation ».

L'oblitération de sens est un procédé encore plus caractéristique de la novlangue. Il suffit par exemple de faire disparaître un mot subversif tel que **amour** ou **liberté** d'une phrase pour la vider de son contenu critique. Dans son livre Orwell imagine qu'il puisse s'étendre au niveau syntaxique. Par une simplification lexicale et syntaxique de la langue, (par ex. sa réduction à une série de slogans) ; il s'agit de rendre impossible l'expression d'idées subversives et d'éviter toute formulation de critiques.

La plupart des mots-clés du néolibéralisme procèdent à une telle oblitération, destinée à rendre incompréhensible et inutilisables certains termes gênant, à les faire disparaître de l'usage dans l'espoir de les effacer des consciences et des dictionnaires.

Exemple :

Capital humain : Par cet oxymore, le discours néolibéral désigne en fait la force de travail, les capacités physiques, morales, intellectuelles, esthétiques...que tout sujet humain met en scène dans les tâches productives qu'il effectue. Oblitérer le concept de force de travail c'est masquer la source de toute valeur, le travail humain, Autrement dit, c'est occulter l'exploitation et la domination du travail par le capital.

Charges sociales : Cette expression désigne la part socialisée du salaire, la part qui n'est pas directement et immédiatement perçue par le travailleur, mais centralisée dans une sorte de fond salarial social. Ne pas identifier ces charges sociales comme une partie du salaire, en parler comme une sorte de surcoût, c'est non seulement rendre incompréhensible ce qu'est le salaire et ce qui le mesure, mais c'est mettre en position de contester la légitimité du prétendu surcoût en proposant de pratiquer des coupes, autrement dit de réduire la valeur de la force de travail et d'aggraver et intensifier la pauvreté des travailleurs.

Dettes publiques :

Il est singulier que l'on parle si souvent de dette publique et si rarement de crédit public. Car pour que l'état puisse s'endetter encore faut-il qu'il trouve des prêteurs prêts à lui fournir les recettes, que ce même état ne trouve pas à se procurer par le biais de l'impôt. Mais qui sont ces généreux créanciers ? Essentiellement des banques, des compagnies d'assurance,

des fonds de pension, en un mot le capital financier. S'ils prêtent à l'état c'est qu'il s'agit là d'un placement particulièrement sûr.

Mais pourquoi l'état ne s'en empare-t-il pas par l'intermédiaire de l'impôt ? Pourquoi doit-il emprunter ce qu'il pourrait prélever en évitant d'avoir à s'endetter ? Pourquoi éviter de s'interroger sur le mécanisme du crédit public en mettant l'accent sur la seule dette publique ?

Dans ces conditions il ne faut pas s'étonner que la prépondérance du discours néolibéral dans l'espace public se soit accompagnée de la quasi disparition de toute une série de termes tels que capital, capitalisme, exploitation, exploités, prolétaires et prolétariat, bourgeoisie, classes sociales, rapports et luttes des classes,... Terminologie qui naguère servait de langage, d'outils d'analyse, aussi bien que de signes de reconnaissance aux protagonistes des luttes anticapitalistes.

Je parlerai de Noam **CHOMSKY** à travers le livre :

« La fabrication du consentement, »

écrit avec Edward Herman, *Editions Agone*.

« Dans cet ouvrage, désormais un classique outre-Atlantique (1988, rééd. 2002), les auteurs présentent leur « modèle de propagande », véritable outil d'analyse et de compréhension de la manière dont fonctionnent les médias dominants. Ils font la lumière sur la tendance lourde à ne travailler que dans le cadre de limites définies et à relayer, pour l'essentiel, les informations fournies par les élites économiques et politiques, les amenant ainsi à participer plus ou moins consciemment à la mise en place d'une propagande idéologique destinée à servir les intérêts des mêmes élites.

D'où viennent les sources d'informations ?

Les médias sont en symbiose avec de puissantes sources d'information pour des raisons économiques et du fait d'intérêts partagés. Ils sont confrontés à une demande d'information quotidienne et à une grille horaire qu'ils doivent remplir, ils ont de ce fait, impérativement besoin d'un flux continu et stable d'information brute. Pour autant, ils ne peuvent se payer le luxe de maintenir en permanence reporters et caméras partout où un événement important peut se produire.

Or, La Maison-Blanche, le Pentagone, et le département d'État à Washington sont des épicycles de ce type d'activités. Au niveau local, la mairie et le siège de la police jouent le même rôle. Les grandes entreprises et sociétés commerciales sont également des

producteurs réguliers et crédibles d'informations jugées dignes d'être publiées. Ces bureaucraties produisent en masse un matériel idéal pour alimenter la demande d'un flux régulier et planifié d'information, qui est celle des salles de rédaction

Les sources proches du gouvernement ou des milieux d'affaires ont aussi le grand avantage d'être reconnues et crédibles sur la seule base de leurs statut et prestige – ce qui est très important pour les médias. Autre raison du poids considérable accordé aux sources officielles : les médias prétendent dispenser « objectivement » l'information. Afin de préserver cette image d'objectivité, mais surtout pour se mettre à l'abri de toute accusation de partialité et d'éventuelles poursuites pour diffamation, ils ont besoin de sources qui puissent être données comme *a priori* au-dessus de tout soupçon. C'est également une question de coût : tirer des informations de sources tenues pour crédibles réduit d'autant les frais d'enquêtes ; tandis que les autres informations impliquent de minutieux recoupements et des recherches coûteuses. (*disparition des enquêtes d'investigation*).

Aux USA, la taille des services de communication des bureaucraties gouvernementales comme privées, qui sont les sources primaires d'information est immense ; et elle assure un accès privilégié aux médias. Le service de presse du Pentagone, par exemple, emploie plusieurs dizaines de milliers de personnes et dépense annuellement des centaines de millions de dollars. En comparaison, les groupes ou individus dissidents et indépendants sont des nains.

En matière de relations publiques et de propagande, seul le monde des affaires dispose des moyens de rivaliser avec le Pentagone et les autres services gouvernementaux. Ainsi, Mobil Oil peut-il se permettre de dépenser des dizaines de millions de dollars pour acheter de l'espace dans différents médias et imposer ses vues.

Des médias subventionnés :

Afin de renforcer leur prédominance comme sources d'information, les fabricants gouvernementaux et commerciaux d'information se donnent beaucoup de peine pour faciliter la vie des médias.

Dans les faits, les grandes bureaucraties des puissants *subventionnent* les médias et s'y assurent un accès privilégié en réduisant les coûts des nouvelles brutes et de production de l'information. Elles deviennent ainsi des sources d'information « de routine » et ont libre accès aux médias tandis que les autres sources doivent se battre pour obtenir un accès et peuvent être ignorées pour cause d'arbitraire.

Or, s'agissant des largesses du Pentagone et du bureau de relations publiques du département d'État, ces subventions aux médias sortent de la poche du contribuable de telle sorte qu'en fin de compte, ce dernier, paye pour être endoctriné dans l'intérêt de puissants groupes d'intérêts comme ceux qui bénéficient de contrats d'armement et autres sponsors du terrorisme d'État.

Du fait des services qu'ils rendent, de contacts quotidiens et de leur dépendance réciproque, les puissants peuvent compter sur des relations personnelles, recourir à la carotte et au bâton pour influencer et contrôler un peu plus les médias. Ceux-ci se sentiront obligés de colporter les nouvelles les plus douteuses et de taire les critiques pour ne pas froisser leurs sources ou ternir des relations aussi privilégiées.

Des experts :

La relation entre pouvoir et sources d'information dépasse le simple approvisionnement en nouvelles quotidiennes par les autorités et les entreprises incluant la livraison d'« experts ». Cette technique de création d'une communauté d'experts a été mise en œuvre au début des années 1980, on mit en place une série d'institutions, à seule fin d'imposer la propagande des industriels. Des milliers d'intellectuels furent attachés à ces institutions, qui financèrent leurs recherches et assurèrent la diffusion de leurs analyses dans les médias au travers d'un système de propagande très élaboré. Leur financement par les industriels et l'orientation clairement idéologique de la démarche d'ensemble ne nuisaient pas le moins du monde à la crédibilité de tels « experts » : bien au contraire, leurs soutiens financiers et la mise en exergue de leurs idées les catapultèrent dans les médias.

Enfin, les médias produisent aussi leurs propres « experts », lesquels ne font en général que reprendre à leur compte la version officielle. En mettant massivement en avant ces prosélytes de la version officielle, les médias consacrent leur statut et les qualifient indiscutablement pour donner leur opinion et leurs analyses.

Enfin quelques mots sur une autre technique de propagande : voir le livre de Ch. Salmon

« LE STORYTELLING »

Le Storytelling est apparu comme une technique de communication, de contrôle et de pouvoir. Au milieu des années 1990, le tournant narratif des sciences sociales coïncide avec l'explosion d'Internet et les avancées des nouvelles techniques d'information et de communication qui créent les conditions du « storytelling revival ».

Le storytelling connaît un succès surprenant qu'on a qualifié de triomphe, de renaissance ou encore de « revival ». C'est une forme de discours qui s'impose à tous les secteurs de la société : politique, culturel ou professionnel.

Mais est-ce si nouveau ? « La clé du leadership américain et le secret du succès présidentiel résident pour une grande mesure, dans le storytelling » Evan Cornog, professeur de journalisme à l'université de Columbia, écrit en 2004 : « Depuis les origines de la république américaine jusqu'à nos jours, ceux qui ont cherché à conquérir la plus haute charge ont dû raconter à ceux qui avaient le pouvoir de les élire des histoires convaincantes, sur la nation, ses problèmes et, sur eux-mêmes. Une fois élu, la capacité du nouveau président à raconter

la bonne histoire et à en changer chaque fois que c'est nécessaire est une qualité déterminante pour le succès de son administration. Et quand il a quitté le pouvoir, il occupe souvent les années suivantes à s'assurer que sa version de sa présidence est bien celle qui sera retenue par l'Histoire. Sans une bonne histoire, il n'y a ni pouvoir ni gloire ».

C'est dans l'histoire américaine que l'on peut comprendre le triomphe actuel du storytelling et la « mise en fiction de la réalité » dans tous les domaines (marketing, management, médias, communication politique), cela s'inscrit dans une tradition de manipulation des esprits dont les fondements ont été établis au début du xx^e siècle par les théoriciens du marketing et de « la propagande. » Tel que E. Bernays fut l'un des premiers à percevoir le développement qu'allaient connaître au xx^e Siècle les techniques de manipulation des masses dans la communication économique, politique et militaire.

Par exemple, La manipulation de l'information a joué un rôle essentiel dans l'occupation américaine de l'Irak depuis 2003. Le 15 déc. 2005, le Los Angeles Times, a révélé que le Pentagone sous-traitant à une société de relations publiques, le Lincoln Group, dirigé par un Britannique, sans expérience en communication et un ancien Marine américain, la confection d'histoires inventées destinées au journaux irakiens afin de détourner l'opinion publique de la situation réelle.

De fait, l'intervention américaine en Irak en mars 2003 a fourni l'illustration spectaculaire de la volonté de la Maison Blanche de « créer sa propre réalité » en recourant à toutes les techniques de « mise en fiction du réel ». A cette occasion, les services du Pentagone, soucieux de ne pas répéter les erreurs de la première guerre du Golfe en 1991, apportèrent un soin particulier à leur stratégie de communication. Par exemple, la scène d'où le porte parole de l'US Army, le général Tommy Franks, devait s'adresser aux journalistes coûta à elle seule 200000 dollars et fut réalisée par un designer qui avait travaillé pour Disney, MGM...Depuis 2001, il était chargé par la Maison Blanche de composer les fonds de décor sur lesquels intervenait le président. Le Pentagone recruta même David Blaine, un magicien très connu aux USA pour son show télévisé et ses tours de prestidigitation.

Le 1^{er} mai 2003 C'est Sforza (un ancien producteur d'ABC qui travaillait pour la machine de propagande républicaine qui mit en scène le discours de Bush sur le porte-avions Abraham Lincoln, devant une bannière portant l'inscription « Mission accomplie » quand il annonça solennellement « les grandes opérations de combat en Irak sont terminées. Dans la bataille d'Irak, les Etats Unis et nos alliés ont gagné ». Mais la mise en scène ne s'arrêtait pas là. Le Président atterrit sur le porte avions à bord d'un avion de chasse sur lequel on avait inscrit : « Georges Bush, commandant en chef ». Vêtu d'un costume d'aviateur, on le vit s'extraire du cockpit, son casque à la main, comme s'il rentrait de mission...Sforza avait soigneusement cadré la scène afin qu'on n'aperçoive pas à l'horizon San Diego, situé à une quarantaine de

miles à peine, alors que le porte avions était censé croiser en pleine mer, dans la zone des combats.

Michael Deever, qui avait mis en scène en 1980 la déclaration de candidature de Ronald Reagan, avec la statue de la liberté en arrière plan, avait déclaré : « Ils comprennent l'image comme personne avant eux. Ils ont compris que ce qu'il y a autour de la tête est aussi important que la tête ».

En juillet 2007, le conseiller de Sarkozy, Henri Guaino, résumait ainsi, dans un entretien au Monde, sa contribution à la campagne présidentielle : « la politique, c'est écrire une histoire partagée par ceux qui la font et ceux à qui elle est destinée. On ne transforme pas un pays sans être capable d'écrire et de raconter une histoire ».

Si Ségolène Royal s'est à l'évidence pliée aux consignes de ses conseillers en communication convertis au storytelling, Nicolas Sarkozy n'a pas été en reste. Car H. Guaino, ardent adepte de ces techniques, n'a pas été son seul mentor, comme le raconte « le Monde » « Les parlementaires qui composaient le comité d'élaboration du programme législatif de l'UMP, réunis le 22 juin 2006, ont eu la surprise de découvrir aux côtés de F. Fillon, responsable du projet UMP, trois autres personnes inconnues appartenant au Boston Consulting Group, le leader mondial du consulting stratégique.

Comme l'affirme le site web de Bruxelles du BCG : « Notre firme a construit ses pratiques mondiales sur son leadership intellectuel, nos concepts sont enseignés dans les meilleures écoles de management partout dans le monde. » Le BSG a ainsi pour clientes les plus grandes entreprises mondiales. **Par ces canaux le storytelling est devenu un phénomène international porté par des élites qui partagent les mêmes idéaux que les élites américaines, fréquentent les mêmes écoles, occupent les mêmes postes dans les organisations internationales et dans les structures de pouvoir politique économique ou financier dans un processus de mondialisation idéologique.**

Les campagnes marketing de N. Sarkozy et S. Royal signent donc une profonde évolution, voire une rupture dans la culture politique française. Les deux candidats ont de concert contribué à délégitimer la politique : s'adressant aux individus comme à une « audience », évitant l'adversaire, contournant les partis, ils ont substitué au débat public la captation des émotions et des désirs.

En conclusion, l'opinion fabriquée est celle que mesurent les sondages. Les régimes politiques dépendent d'un certain état de l'opinion. Il y a une polarité entre l'opinion personnelle et celle influencée.

Il y a l'opinion que les individus peuvent se forger et leur réaction à l'évènement dans laquelle ils ont leur part d'individualité. C'est une sorte de jeu qui implique notre consentement. Entre une forme de consentement, un forme de lucidité et à la fin on va voter, il faut savoir pourquoi nous le faisons ? Le moment du vote on est face à soi. Au moment où l'on peut sortir de la fidélité à la personne donnée. On peut changer d'opinion. Les hommes politiques sont tributaires de cette opinion.

Sommes-nous une société participative ? Dans l'illusion de la démocratie. Ceux qui gouvernent c'est ceux qui sont aux commandes. Or la démocratie politique dépend de la démocratie sociale qui est en place (à l'école, à l'hôpital, à la maternité, à la ville...) : d'où l'importance des médias sociaux. Il est important de créer un tissu associatif dans le but de renforcer la participation l'attention pourrait être portée sur la participation des citoyens à l'élaboration d'un agenda des hommes politiques. Nous avons une place à prendre.

Deuxième partie présentée par Claudine BARRE :

De mon côté, je me suis placée du point de vue de celui à qui s'adressent ces discours en me limitant au discours politique et à l'actualité française, les mêmes réflexions pouvant être appliquées à bien d'autres domaines de la vie sociale comme la publicité, le monde de l'entreprise ou de la famille.

La première question que je me suis posée a été d'ordre méthodologique : comment de ma place de citoyen, ma place de peuple par définition naïf, vulgaire selon Machiavel, face aux élites qui ont le savoir politique, comment aborder et approfondir la question des manipulations du discours.

Et question corolaire, comment vous le restituer.

Je vais donc vous le présenter comme la réflexion m'est venue, au travers d'observations des médias, surtout de la télévision, et au travers des lectures que j'ai pu faire sur le sujet.

Le politique s'adresse à l'autre, l'autre étant le citoyen, la société, le peuple, à la fois individu et groupe, à la fois sujet et objet du fonctionnement démocratique. Comment l'autre reçoit-il le discours politique ?

La relation entre le politique et l'autre, c'est-à-dire nous, est une relation de pouvoir. Qu'entend-on par pouvoir ? Est-ce une manifestation de puissance ou la capacité de résoudre les conflits et les problèmes ? Le pouvoir est pour H.Arendt la possibilité de faire faire à l'autre ce qu'il me plaît, la démocratie étant un effort continu des gouvernés contre les abus de pouvoir.

C'est une relation dissymétrique, inégale et déséquilibrée où gouvernants et gouvernés ont des droits et des devoirs réciproques. Les politiques sont des citoyens de contrat, un contrat passé avec la société civile qui leur a donné mandat. L'état se doit d'être juste s'il veut gouverner en fonction d'un droit consenti. Le citoyen participe et supervise les procédures politiques, il oscille entre un devoir d'allégeance et d'obéissance et un droit au désaccord, un droit de résistance ou de désobéissance civile quand il y a violation de ses droits.

Un agent actif, l'acteur, est en relation avec un agent passif, la cible, dans un rapport de commandement/ obéissance, de domination /soumission. Le pouvoir utilise des instruments de persuasion, de dissuasion, de rétribution, de séduction, tromperie, dissimulation, intrigue, insinuation, ruse... La modernité dit H.Arendt assimile la notion de pouvoir à celle de violence. La mise en jeu de relations de pouvoir fait usage de la violence aussi bien que de l'acquisition des consentements.

Le langage et l'image en sont les principaux vecteurs.

Le langage est un instrument de puissance très important. Il est une puissance, une puissance de mensonge ou bien de vérité, de promesse ou de trahison, un facteur d'ordre ou de désordre pouvant agir par manipulation des affects, sur les motivations les plus secrètes et inconscientes de l'individu ou de la foule aussi bien si ce n'est mieux que par démonstration rationnelle. Utiliser un registre de langage proche du langage quotidien augmente la capacité de séduction.

Exemple : l'assemblée nationale a voté le 2 février 2012 un texte prévoyant la création du *fichier des gens honnêtes*, fichier établi à partir des données numériques biométriques des nouvelles cartes d'identité à partir des empreintes digitales de l'ensemble de la population (soit plus de 60 millions de personnes), destiné en principe à la lutte contre les usurpations d'identité (les gens malhonnêtes : environ semble-t-il de l'ordre de 600 selon les statistiques de la police, plusieurs milliers aux dires du gouvernement). Le vote a eu lieu en fin de séance avec un très petit nombre de députés après avoir été présenté 4 fois à l'assemblée et sans les restrictions demandées (entre-autre l'utilisation par la police). Ce vote passé inaperçu n'a pour l'instant pas été repris par les médias, sauf par le journal gratuit 20 minutes.

H.Arendt affirme que « c'est le langage qui fait de l'homme un animal politique. » Pour Orwell la langue est un outil d'endoctrinement.

Soumis à un discours manipulé, comment réagissons-nous ? Savons-nous déconstruire les distorsions du langage ? De quels moyens, outils et méthodes disposons-nous et savons-nous les utiliser ?

Sommes-nous déterminés à être manipulés ? Si c'est le cas comment résister ?

Depuis novembre dernier (moment de l'accord pour les législatives PS/verts), une observation régulière du langage des journalistes et éditorialistes des journaux et débats

télévisés a permis le recueil de quelques données (voir le livre de Sébastien Fontenelle « vive la crise » Ed. du Seuil sur les éditocrates) ;

j'ai relevé : « se faire enfumer, c'est un écran de fumée, des fumigènes, de l'enfumage ; c'est pour endormir les gens, c'est pour les décerveler ; il s'agit de savonner la planche, c'est du tir à vue, du boniment politique, un fond de sauce.» Et aussi la présentation en montage rapproché des images de plusieurs politiques répétant un discours avec exactement les mêmes arguments dictés, les éléments de langage du parti (vu 3 fois). Après le discours du Bourget j'ai noté que certains journalistes balayaient d'un revers de main ce qui était éléments de langage disant : « ce sont des éléments de langage, ça ne nous intéresse pas », et se focalisaient sur les programmes et les idées. A noter la présentation au 20H de France2 d'un reportage sur la relation d'emprise, comment la déchiffrer, reportage incongru par rapport à l'actualité ce jour-là.

Dans la presse écrite on peut relever les contre-enquêtes des rubriques « Désintox » de Libération et « Décodeurs » du Monde : contre-enquêtes sur les chiffres et les promesses des politiques.

Face à un discours manipulateur, plusieurs cas de figures :

- l'individu ou le groupe d'individus est passif, il se laisse guider (guide auquel il s'identifie) et se situe dans une relation de dépendance (la servitude volontaire dénoncée par La Boétie), présentant une perméabilité importante et une capacité identificatoire aux messages enjoleurs, une sensibilité aux inductions et aux désignations (Alberto Eguier « le pervers narcissique et son complice »). Ces messages participent à la fabrique et à l'expression de l'opinion publique, utilisant ce que Serge Moscovici appelle une pensée automatique, dans une logique de la croyance et de la régression (Jean Baudrillard). Un sentiment de conformisme et d'universalité le fait se soumettre aux « on dit », aux préjugés, à ce qui est attribué à tous au travers de perceptions incomplètes ou peu comprises.

Spinoza appelle servitude l'impuissance humaine à diriger et à réprimer ses affects : « l'homme est aux pouvoirs de ceux-ci à un point tel qu'il est souvent contraint croyant le meilleur de faire le pire. » Hegel considère que l'humanité a été affranchie de moins de servitude que par la servitude.

- 2^e cas : l'individu hésite : il ne sait pas ni comment, ni quoi choisir et décider, il se sent impuissant. Il ne se pose pas de questions, ne met pas en place de réflexion ; rien ne fait signe et ne devient signifiant ; il fonctionne à l'économie du cerveau et forme une partie des abstentionnistes. « L'ignorant, dit Spinoza, est agité de mille façons par les causes extérieures et en même temps, il est presque ignorant de lui-même et des choses. »

- 3^{ième} cas de figure : Il doute, il perçoit qu'il y a contradiction, incohérence, opposition entre des parties du discours ou entre ses pensées propres et le discours : par exemple l'idée des gens honnêtes ne s'accorde pas avec l'idée de fichier national, on a stimulation simultanée dans le même énoncé de 2 niveaux de positionnement contradictoires, la fusion des 2 signifiants antinomiques est dissonante, ça grince. Le langage est bivalent, on est soumis à un processus de double-pensée (le double bind). Si l'individu

peut dépasser l'entrave psychologique et l'impact perturbateur de cette double induction contradictoire et se mettre à distance de la relation d'emprise, c'est-à-dire s'il s'agit d'une personne globalement équilibrée ayant confiance en ses perceptions propres et ses capacités réactionnelles ainsi que possédant une prise solide dans le réel, ce doute crée un conflit cognitif et le rend actif. Il développe une pensée critique, utilisant la logique pour un usage correct de l'entendement, la logique de l'intuition elle-même s'étayant sur la logique intellectuelle. Penser, c'est voir, dit Descartes. Le bon sens, dit-il, est la chose du monde la mieux partagée, une lumière naturelle de l'entendement. Selon Pontalis « c'est toujours l'esprit juste, le bon sens qui font le génie et distingue l'homme raisonnable de celui qui ne l'est pas ; il est une perception spontanée partagée par tout esprit raisonnable, une saine appréciation. » ou encore Auguste Comte qui considère que « le véritable esprit philosophique consiste surtout dans l'extension systématique du simple bon sens. »

Le sens commun désigne cette faculté générale accordée à tous de comprendre ce qui est bon, juste et bien (nouveau dictionnaire universel de Maurice Lachartre). Il est la raison à l'état brut, la raison sans la réflexion et sans la science (dictionnaire des sciences philosophiques d'Adolphe Franck).

Dans le dictionnaire critique de la Révolution Française, Mona Ozouf considère que « la raison est présente en chaque individu humain. Pour peu qu'ils fassent retour sur eux-mêmes, les hommes découvrent en eux l'universalité de l'exigence rationnelle et du jugement moral. Elle leur souffle le désir de combattre l'absurde et l'irrationnel, de travailler à des réalisations conformes à la raison et au droit et utiles au genre humain. » Il s'agit là de la première forme d'égalité entre les hommes, un sixième sens supérieur aux autres.

Que peut-on penser de l'autoappréciation du ministre de l'intérieur quand il énonce comme un fait de simple bon sens ses propos sur l'inégalité des civilisations? Nous avons là une double bivalence de sens, une double double entrave, un double conflit cognitif : un sur l'opposition entre civilisation et inégalité, un autre entre bon sens et inégalité des civilisations.

Machiavel incite le prince à obéir à la ruse de la raison : la Ruse de la Raison correspond au fait qu'elle laisse agir les passions à sa place, ne pouvant in fine que prouver les pertes et les dommages. Il écrit : « face au vulgaire qui ne juge que sur les apparences, que d'après le succès du fait accompli, le prince oriente ses discours et ses actes selon les vents de la Fortune pour mystifier le pouvoir. »

Pour Edgar Morin, la raison correspond à une volonté d'avoir une vision cohérente des phénomènes, des choses et de l'univers.

Cette volonté est liberté, liberté de penser, de raisonner, de juger, d'avoir une opinion et de la défendre par la raison seule, non par la ruse, la colère ou la haine, dans une détermination rationnelle (Spinoza). Le libre arbitre, dit Kant, se détermine indépendamment des mobiles sensibles

Fred Vargas dans sa « critique de l'anxiété pure » écrit : « Faites attention où vous mettez les pieds, gardez toujours votre Libre Arbitre sur vous et faites-en bon usage. Je me permets d'insister : vous sentez fondre sur vous une influence outrée ? si vous perdez le fil de vos pensées et le milieu de votre jugement, reculez-vous en hâte et allez prendre un café au café et là, les mains croisées derrière la nuque, sortez votre Libre Arbitre. »

Orwell répète qu'en politique 2 et 2 font 5 et que la liberté, c'est la liberté de dire que 2 et 2 font 4.

Dans sa conférence à Colombiers, Pascal Sevrac disait que la liberté est une conquête, plutôt une libération à conquérir degré par degré.

Doute entraîne à sa suite juger. Pour juger, porter un jugement critique, il faut penser par soi-même, en son âme et conscience, en son for intérieur où se déroule une délibération intérieure privée après avoir confronté différents points de vue au travers de discussions. Le jugement selon son intime conviction figure dans le serment prêté par les jurés populaires avant un procès (le tribunal de sa conscience).

L'internet est le nouveau lieu de la séduction politique, avec l'utilisation des blogs, réseaux sociaux, mais aussi infiltration pour pourrir les discussions et envenimer les dialogues (étude de la communication sur internet en Russie par Julien Nocetti, chercheur IFRI). Chez nous, internet est encore pour l'instant plutôt de gauche. Depuis environ 1 an il y a prise de conscience par le pouvoir du poids politique important qu'il représente.

Par sa capacité de stockage des données et sa capacité de transmission internet est un espace privilégié de vigilance citoyenne : au travers d'une philosophie de la transparence et du don, des sites permettent l'accès public de données politiques :

- *Wikileaks* et la diffusion des spacefaces (documents)
- En France *regardscitoyens.org* (association de citoyens internautes créée en 2009) est un site de diffusion et partage de l'information politique, il propose entre autres un contrôle des présences et actions des députés et sénateurs (*nosdeputes.fr* et *nossenateurs.fr*) et un accès simplifié au fonctionnement de nos institutions démocratiques.
- Son action est à l'origine de l'ouverture par l'état le 5 décembre dernier du portail opendata, *data.gouv.fr* qui met en ligne et rend public toutes les données produites par les administrations (soit 350 000 données).
- *Lafabriquedeslois.fr* où chercheurs de sciences po et citoyens proposent une réflexion sur les mécanismes qui caractérisent nos institutions démocratiques.
- Les indignés du PAF (*lesindignesdupaf.org*) créé en décembre dernier à la suite de reportages truqués et reconstitués, et dont l'objectif est de comprendre et d'améliorer la qualité des médias et les conditions de fabrication de l'information.

Sommes-nous des hommes raisonnables et tels que les qualifie Rousseau qui écrit que « les hommes droits et simples sont difficiles à tromper, à cause de leur simplicité. Les leurres, les prétextes raffinés ne leur en imposent point. »

Où des hommes violents et destructeurs comme le pense G.Orwell quand il dit que « si vous désirez une image de l'avenir, imaginez une botte piétinant un visage humain...éternellement.»

Savons-nous dépasser l'ambivalence de nos sentiments et de nos relations?

Savons-nous affronter le réel et sa complexité ?

Savons-nous penser, mûrir ?

On ne peut bien entendu que mettre en avant le rôle majeur de l'éducation, celui de l'école mais aussi celui de l'environnement, famille, société, et des modèles qu'il présente. Est-ce suffisant ?

Ce combat de l'homme contre l'homme au travers de l'utilisation de ce qui constitue sa spécificité fondamentale, la pensée et son support le langage a été une lutte de tous les temps. Il est plus que jamais d'actualité.